



Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux, Rabat du 1^{er} au 4 octobre 2013

Evènement parallèle / *side event*

Titre : Les collectivités locales et la sortie de crise

Mardi 1er octobre, de 14h00 à 16h00

Lieu : ISESCO, salle A. Saoud

Organisateur : Cités Unies France (avec le soutien de l'Agence française de Développement)

Introduction

La place et le rôle des collectivités locales et régionales et de leurs élus dans des situations de crise et de sortie de crise est en évolution et fait l'objet des nombreux débats, y compris dans notre organisation mondiale et ses différentes composantes.

La solidarité entre collectivités du réseau mondial cherche des nouvelles formes pour être à la hauteur des attentes de leurs homologues en détresse.

Objectifs de la table ronde

Cette table ronde a pour objectif d'examiner les atouts, les limites et les leviers d'action des gouvernements locaux et régionaux confrontés à de graves difficultés d'ordre intérieur et extérieur, par exemple, des défaillances de l'Etat de droit, une fragilisation de la société et de l'économie ou encore des catastrophes naturelles ou des conflits.

Il s'agira d'identifier les démarches à entreprendre auprès des partenaires techniques et financiers, des gouvernements nationaux, du système onusien, du monde des ONG urgentistes, ... pour faire avancer le rôle des collectivités, dans les concepts, dans les approches et dans les faits.

Tenant compte aussi du temps disponible, la table ronde se concentrera sur les crises et sorties de crises, bien que le sujet de la réduction du risque et la préparation soient des questions très importantes.

Approche choisie :

La table ronde s'appuiera sur des situations concrètes et cherchera à en tirer des leçons.

Le panel, dont la composition n'est pas encore définitive, réunira des élus fortement impliqués, l'Agence française de Développement, qui a fait des collectivités une cible privilégiée, un représentant des ONG humanitaires, et représentant issu de la recherche.

Questions générales qui seront abordées :

Quel rôle des collectivités territoriales partenaires dans la prévention, la médiation et la reconstruction résultant d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle ? En quoi leur empreinte locale peut-elle contribuer à maintenir et favoriser le lien social, économique et politique dans ces situations ? Comment les maires peuvent-ils être accompagnés dans les processus de

reconstruction ? Comment peuvent-ils peser dans les processus de reconstruction nationale ?
Quel est le rôle de maires dans le processus de médiation et réconciliation nationale ?

Questions liées aux situations :

Une année de plaidoyer intense, à partir des valeurs de CGLU, les associations d'élus maliens et de Cités Unies France, et bien d'autres partenaires, a abouti à un résultat inédit : dans ses conclusions, la Conférence des donateurs pour le développement du **Mali** du 15 mai à Bruxelles, précise que « ... les donateurs sont prêts à envisager qu'une part significative et croissante de leur aide des prochaines années soit effectivement transférée aux collectivités locales (...) »

Six mois plus tard, comment ces déclarations fortes et historiques se concrétisent-elles ?

Les méthodes de travail des partenaires techniques et financiers évoluent-elles ?

Quel rôle jouent les élus locaux et régionaux dans le développement et la réconciliation ?

La coopération entre collectivités maliennes et étrangères : comment s'organise-t-elle ?

Les ONG et les collectivités réussissent-elles à collaborer ?

Les autorités de la **Côte d'Ivoire** manifestent une volonté très forte de relancer le pays, y compris par ses collectivités locales et régionales. Les élections locales et régionales tenues il y a quelques mois vont dans ce sens.

Quelles sont les perspectives ?

Plus de trois ans après le tremblement de terre, quel bilan de la reconstruction en **Haïti** ?

Comment le rôle des collectivités du pays, et de leur coopération avec des homologues partenaires, réunis dans la plateforme internationale (Canada, Pays-Bas, France) s'articule-t-il avec la place (historiquement centrale) des ONG (urgentistes) ?

L'approche territoriale et intercommunale de la reconstruction, comment change-t-elle la donne ?

Quelles actions de solidarité les collectivités territoriales peuvent-elles initier à travers la coopération décentralisée auprès de leurs homologues face à l'accueil de centaines de milliers de réfugiés de **Syrie** ? Quelle est leur valeur ajoutée ? Quels sont les exemples de formes nouvelles d'intervention au niveau européen et international à travers des « consortiums » de collectivités territoriales qui décident d'agir ensemble pour apporter leur aide ?

Président de séance : Bertrand GALLET, directeur général de Cités Unies France

Intervenants (liste non-exhaustive, par ordre alphabétique) :

Boubacar Bah, Maire de la commune V du district de Bamako, Président de l'association des municipalités du Mali

Alain Boinet, directeur général et fondateur de Solidarités International, ONG humanitaire internationale, rédacteur d'un rapport « Analyses et propositions sur l'action humanitaire dans les situations de crise et post-crise » au ministre des Affaires étrangères français

Jean-Paul Chagnollaud, directeur de l'institut de recherche et d'études Méditerranée et Moyen Orient (iReMMo)

Charles Josselin, ancien Ministre, vice-président du conseil général des Côtes d'Armor, président d'honneur de Cités Unies France, président du fonds de Solidarité Haïti de Cités Unies France

Jean-Bernard Veron, responsable de la Cellule Prévention des crises et sortie de conflits de l'Agence Française de Développement.